

## **FICHE AMENDEMENT**

**Proposition d'amendement : ajout d'un article 28 ter sur la méthode ouverte de coordination**

**Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

**Qualité :        - Membre                                - Suppléant**

---

### **Article 28 ter : Méthode ouverte de coordination**

Les Etats membres, réunis au sein du Conseil, peuvent, à leur initiative propre ou sur l'initiative de la Commission, après consultation du Parlement européen et, le cas échéant, des partenaires sociaux, décider de coordonner leurs politiques nationales afin d'en accroître l'efficacité et la convergence.

Cette coordination peut se réaliser notamment au moyen de la définition d'objectifs communs, de la fixation d'indicateurs communs, de l'échange d'informations, de bonnes pratiques ou d'expériences et promouvoir ainsi des approches novatrices susceptibles, le cas échéant, de déboucher sur des recommandations pouvant contenir des lignes directrices ou sur des lois ou des lois cadre.

Le Parlement européen et la Commission sont associés à la mise en œuvre des coordinations ainsi décidées.

La mise en œuvre de la méthode ouverte de coordination est adaptée selon les modalités définies dans la partie III de la Constitution aux domaines dans lesquels cette méthode trouve à s'appliquer.

**Explication éventuelle :**

*Les groupes de travail sur la gouvernance économique et sur la simplification ont recommandé de donner rang constitutionnel à la méthode ouverte de coordination. Le groupe de travail Europe sociale est arrivé à la conclusion -soutenue par une large majorité de ses membres - de proposer l'insertion dans le traité constitutionnel d'une disposition de caractère horizontal définissant la méthode ouverte de coordination et sa procédure.*

*Cette méthode ouverte de coordination s'appliquerait à des domaines autres que ceux où la coordination des politiques nationales fait l'objet d'une disposition particulière du traité constitutionnel, définissant cette coordination et où la coordination est obligatoire (art.99 et 128 en particulier).*

*La méthode ouverte de coordination pourrait être mise en œuvre pour coordonner des politiques qui sont nationales, soit parce qu'elles ne ressortent pas des compétences de l'Union soit parce qu'elles relèvent des compétences partagées et que l'Union ne les a pas encore exercées.*

*L'inscription de la méthode ouverte de coordination dans la Constitution permet de spécifier les éléments essentiels de la procédure et le rôle des institutions européennes, améliorant ainsi sa transparence, sa légitimité et son caractère démocratique. Toutefois il faut conserver la souplesse et la flexibilité de sa procédure. La nature précise de la coordination dépendra du domaine concerné.*

*La coordination des politiques nationales serait décidée par les Etats membres réunis au sein du Conseil, sur l'initiative des Etats membres ou sur l'initiative de la Commission. L'avis du Parlement européen sur le déclenchement de la méthode s'impose pour éviter que la coordination ne se substitue indûment à la procédure législative.*

*La disposition afférente à la méthode ouverte de coordination pourrait être insérée dans un article 28 ter ( l'article 28 bis devant être consacré aux accords issus du dialogue social).*